

Rwanda : pour Macron, la France « aurait pu arrêter le génocide » mais n'en a « pas eu la volonté »

4 avril 2024

Après avoir reconnu en 2021 les « responsabilités » de la France dans le génocide de 1994 au Rwanda, Emmanuel Macron fait un pas supplémentaire à l'occasion du 30^e anniversaire, estimant que Paris « aurait pu arrêter » les massacres mais « n'en a pas eu la volonté ».

Le président français, invité par son homologue rwandais Paul Kagame aux commémorations de dimanche, ne s'y rendra pas et sera représenté par son ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné et le secrétaire d'Etat chargé de la Mer Hervé Berville, né au Rwanda.

Mais l'Elysée a fait savoir dès jeudi qu'il s'exprimera dimanche « *par une vidéo qui sera publiée sur ses réseaux sociaux* », dont la teneur a été en partie dévoilée.

« *Le chef de l'État rappellera no-*

tamment que, quand la phase d'extermination totale contre les Tutsi a commencé, la communauté internationale avait les moyens de savoir et d'agir, par sa connaissance des génocides que nous avaient révélée les survivants des Arméniens et de la Shoah, et que la France, qui aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains, n'en a pas eu la volonté », a rapporté la présidence à l'AFP.

En mai 2021, le voyage à Kigali du président français, et ses mots sur place, avaient scellé un rapprochement avec Paul Kagame, qui n'avait eu de cesse de mettre en cause la France. Cette question du rôle français avant, pendant, et après le génocide a été un sujet brûlant pendant des années, conduisant même à une rupture des relations diplomatiques entre Paris et Kigali entre 2006 et 2009.

Au mémorial de la capitale rwandaise, Emmanuel Macron avait dit il y a trois ans être venu « reconnaître » les « responsabilités » de la France dans le génocide, qui a fait au moins 800.000 morts, essentiellement membres de la minorité tutsi, entre avril et juillet 1994.

« Alors que des responsables français avaient eu la lucidité et le courage de le qualifier de génocide, la France n'a pas su en tirer les conséquences appropriées », avait-il affirmé. « Nous avons, tous, abandonné des centaines de milliers de victimes à cet infernal huis clos », avait-il ajouté.

« Pays qui reconnaît ses torts »

Il avait précisé que Paris n'avait « pas été complice » des génocidaires hutu, et n'avait pas présenté d'excuses, tout en disant espérer le pardon des rescapés.

Un rapport d'historiens publié peu avant sous la direction de Vincent Duclert avait conclu à des « responsabilités lourdes et accablantes » de la France et à l'« aveuglement » du président socialiste de l'époque, François Mitterrand, et de son entourage face à la dérive raciste et génocidaire du gouvernement hutu que soutenait

alors Paris.

Le discours présidentiel de 2021 avait été salué par Paul Kagame, qui avait évoqué le « courage immense » de son « ami » Emmanuel Macron.

Le message rapporté jeudi « *va encore plus loin que le rapport Duclert et que la déclaration qu'il a faite à Kigali* », s'est immédiatement réjoui Marcel Kabanda, président de Ibuka France, principale organisation de mémoire, justice et soutien aux rescapés du génocide des Tutsi. « *Je me félicite qu'il donne de la France cette image positive d'un pays qui reconnaît ses torts et qui grandit en reconnaissant son histoire* », a-t-il dit à l'AFP.

Selon l'Elysée, « *ce 7 avril 2024, le chef de l'État réaffirmera que la France est aux côtés du Rwanda, du peuple rwandais, en souvenir d'un million d'enfants, de femmes et d'hommes martyrisés parce que nés Tutsi. Il redira l'importance du devoir de mémoire mais aussi du développement des savoirs de référence et de leur diffusion, en particulier par l'éducation des jeunes générations en France* ».

En 2010, Nicolas Sarkozy, alors président en France, avait déjà reconnu à Kigali de « *graves erreurs* » et « *une forme d'aveuglement* » des autorités françaises ayant eu des conséquences « *absolument dramatiques* ».